



Le 18 mars 2021, la Fondation Biovision, au nom du ministère en charge de l'agriculture et en collaboration avec la FAO et IFOAM-Organics International, a organisé un atelier sur l'intégration de l'agroécologie dans les politiques agricoles au Burkina Faso, afin de faciliter l'échange d'expériences entre décideurs politiques de différents pays et d'alimenter les discussions sur la conception des politiques publiques favorisant le développement et la diffusion des techniques agroécologiques au Burkina Faso. L'atelier s'est déroulé en trois parties :

Cadrage : l'agroécologie au Burkina Faso

- **Dr. Lamourdia Thiombiano**, Secrétaire Général du Ministère de l'agriculture, des aménagements hydro-agricoles et de la Mécanisation, a souligné que la production alimentaire est de plus en plus fragile au Burkina Faso, ce qui entraîne l'insécurité alimentaire, l'incapacité des communautés à assurer leur subsistance et la surexploitation des ressources naturelles. Compte tenu de son climat aride, il a souligné la nécessité pour le Burkina Faso de transformer le secteur agricole et de s'appuyer sur des pratiques agroécologiques qui favorisent la résilience et le développement, renforcent les synergies et luttent contre le changement climatique. L'élaboration du programme national du secteur rural – phase III constitue une opportunité pour approfondir la réflexion sur l'intégration de l'agroécologie comme axe prioritaire devant contribuer à la durabilité des systèmes de production agro-silvo, pastorale, halieutique et faunique.
- **M. Adama Savadogo**, Correspondant National Agroécologie au MAAH, a rappelé les efforts entrepris pour l'élaboration d'une stratégie nationale sur le développement de l'agroécologie qui s'accompagne de l'élaboration d'un plan d'action et d'une chartre de fonctionnement, qui sera publié au cours du deuxième trimestre de 2021. La concertation des acteurs de l'agroécologie en cours permettra notamment de dégager une vision et valeurs communes pour 2050.
- **M. Eugene Rurangwa**, responsable des terres et des eaux à la FAO/SFW, a informé des principales conclusions de l'évaluation nationale des approches agroécologiques au Burkina Faso. Il a évoqué les différentes compréhensions de l'agroécologie entre les acteurs étatiques, la société civile et la recherche. Il a souligné plusieurs points forts sur lesquels peut s'appuyer le pays dont la volonté politique, l'engagement d'une société civile dynamique et l'existence de technologies et normes environnementales. D'autre part, il a précisé d'importantes faiblesses telles que l'approche sectorielle prédominante dans le développement rural, l'insécurité foncière et les mécanismes de financement insuffisants. Sa présentation détaillée avec les recommandations sur la coordination des acteurs et le développement de synergies peut être trouvée [ici](#).

Exemple de stratégies et de politiques agroécologiques : Les expériences de Madagascar

- **Mme Marina, Rakotoniaina**, Directrice de la Direction d'Appui à l'Agro Business, **Haintsoa Rakotomainty**, Chef du Service Développement de la Transformation des Produits Agricoles, et **Laurent Liagre**, Conseiller technique, Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique, ont partagé leur expérience sur la construction d'un cadre juridique et politique pour le développement de l'agriculture biologique à Madagascar.
- Tout d'abord, ils ont souligné les avantages de l'agriculture biologique à Madagascar. Sur le plan économique, c'est une source de revenu pour les producteurs, ainsi que de devises pour le pays. D'un point de vue environnemental, l'agriculture biologique permet entre autres, de s'adapter au changement climatique et de gérer la pollution des sols et des eaux.

Avec l'appui de



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



- Contrairement à un marché d'exportation en plein essor, ils ont rappelé la situation d'un marché national bio embryonnaire et l'émergence des systèmes participatifs de garantie (SPG) comme mode de certification complémentaire. Ils ont souligné l'importance de mettre en place des SPG pilotes portés par des collectifs locaux et des mécanismes de financement basé sur des outils pérennes de financement du monde rural. Il est également nécessaire de prévoir des études de marchés pour aider les opérateurs à affiner leurs stratégies
- Ils ont également évoqué le processus de mise en œuvre de la loi sur l'agriculture biologique. Il a débuté en 2017 et a conduit à la formation de la Commission nationale de l'agriculture biologique (CNABIO). La stratégie nationale s'appuie sur quatre piliers (système de gouvernance, mesures de soutien, communication et sensibilisation, renforcement des capacités et recherche). Retrouvez toutes les informations détaillées dans leur présentation [ici](#).

Echanges et discussion

Principales leçons et messages clés:

- **Avantage de développer une loi nationale sur l'agriculture biologique** : encadrer le développement d'un secteur générateur de revenu, notamment appuyer l'export, ainsi que démontrer l'engagement du gouvernement pour appuyer le secteur et mobiliser l'appui de partenaires techniques et financiers.
- **Evolution d'un mandat politique: du marché d'export au marché domestique à Madagascar** : alors que la loi nationale sur l'agriculture biologique a initialement été portée par le secteur privé, les discussions politiques se sont progressivement élargies aux problématiques du marché domestique et à l'appui aux petits producteurs alimentant le marché national. L'une des défis du développement de la loi nationale a été l'introduction des SPG, non souhaités par le secteur privé.
- **Le concept de Territoires à Vocation Agriculture Biologique** : développer une certification territoriale pour limiter les contaminations de polluants dans une région données. Il se base sur une vision partagée de toutes les parties prenantes d'un territoire à promouvoir le bio (objectif chiffré dans le temps) et peut s'appuyer sur d'autres objectifs de désenclavement et de développement local.
- **Expérience du Sénégal** : mise en place de la plateforme « Dynamique pour une Transition Agro-Ecologique au Sénégal » (DYTAES) regroupant une 30taine d'organisations (société civile, organismes de recherches, organisations de producteurs et consommateurs, élus locaux); en 2019 consultation nationale sur tout le territoire (1 milliers de producteurs consultés) qui a mené à la remise d'un document de recommandations pour les politiques : [document de contribution pour une transition agroécologie](#), présenté lors des journées d'échange sur l'agroécologie. Premières décisions politiques : 10% du budget des subventions des intrants agricoles sera réalloué à la subvention d'engrais organiques dès 2021 et désignation d'un point focal au sein du ministère en charge de l'agriculture.
- **Financement des consultations nationale et de l'élaboration de politiques**: Au Sénégal, la consultation nationale a été financée par les cotisations des membres de la DYTAES, apport en nature et à hauteur des possibilités de chaque membres. A Madagascar, le financement du développement de la loi nationale a été assuré par un projet de la Banque Mondiale et par une diversité de partenaires de la coopération.

Avec l'appui de



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



- **Financement des SPG:** très peu d'expérience d'autofinancement. En général, un appui technique et financier extérieur est nécessaire pour mettre un SPG. Ce financement peut venir d'une réallocation des subventions aux intrants chimiques.
- **Importance de la recherche action agroécologique et de son financement** pour développer des solutions répondants au double enjeu de sécurité alimentaires et nutritionnelle et de préservation des ressources naturelles
- **Stratégie pour augmenter une demande pour des produits agroécologiques :** promotion pour dynamiser la demande par la communication, l'information, formation des parties prenantes et des consommateurs, ainsi que des actions de mise en relation des producteurs et des consommateurs, tel que les SPG. Cependant ce point reste un défi majeur.
- **Perspectives régionales en Afrique de l'Ouest :** Au niveau régional, de nombreux politiques ont été sensibilisés aux approches agroécologiques. En revanche les solutions concrètes et techniques agroécologiques sont très variables suivant les territoires et zones agroclimatiques.

Événements futurs

Au cours des prochains mois, les événements suivants auront lieu :

- L'atelier de validation de l'évaluation nationale des approches agroécologiques par la FAO aura lieu **le 15 avril 2021**, à Ouagadougou.
- Du **17 au 21 mai 2021**, un symposium scientifique sera organisé sur la gestion durable des terres avec la société des sciences du sols, qui comprendra une table ronde sur l'agroécologie pour les acteurs nationaux.

Avec l'appui de



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung



Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC